

Fiche 1

Les bases de la comptabilité nationale

Problématiques

- En quoi le système de comptabilité nationale est-il une convention ?
- Les déterminants de l'équilibre ressources-emplois
- Comment mesurer l'activité économique ?
- L'architecture générale de la comptabilité nationale
- La comptabilité nationale: une analyse en terme de circuit ?

La comptabilité nationale vise à représenter l'économie toute entière sous une forme simplifiée et cohérente. Elle fournit une maquette de l'économie nationale, qui permet d'identifier les agents économiques par secteurs institutionnels et de décrire les opérations économiques: production, répartition, consommation, etc. La comptabilité nationale est, d'une part, rétrospective car elle enregistre les flux qui ont effectivement circulé dans l'économie nationale, et d'autre part, prospective car elle fournit grâce à la projection d'éléments fondamentaux une représentation cohérente et équilibrée de l'avenir.

1. Les acteurs économiques et leurs opérations

La comptabilité nationale française a été développée à partir de 1945 puis harmonisée à partir de 1976 avec les autres pays, permettant le passage au système européen de comptes (SECN) adopté en 1995. Ce dernier retrace les opérations effectuées par les agents résidents ayant réalisé des opérations économiques durant au moins un an sur le territoire national.

1.1. Les acteurs: les secteurs institutionnels

L'étude de l'activité économique par la comptabilité nationale exige d'identifier les catégories d'acteurs par unités institutionnelles. Les agents économiques ayant le même comportement sont regroupés sous la forme de 6 secteurs institutionnels (plus le reste du monde).

Les secteurs institutionnels

Secteurs institutionnels	Nature des agents	Fonction principale	Ressources principales
Sociétés et quasi-sociétés non financières	Entreprises publiques et privées	Produire des biens et des services marchands	Résultat de la vente
Institution de crédit	Banques, caisse d'épargne et autres institutions de crédit	Financer, c'est-à-dire collecter l'épargne et accorder des crédits	Fonds provenant des engagements financiers contractés
Entreprise d'assurance	Organisme d'assurance et mutuelles	Assurer, c'est-à-dire garantir le paiement en cas d'un risque	Primes contractuelles ou cotisations sociales volontaires
Ménage	Famille, célibataire, entrepreneurs individuels	Consommer et pour les entreprises individuelles produire des biens et des services marchands non financiers	Rémunération des facteurs de production, transferts effectués par les autres secteurs, produit de la vente
Administration publique	État central, collectivités locales et territoriales, organisme de sécurité sociale	Produire des services non marchands destinés à la collectivité, effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales	Versements obligatoires versés directement ou indirectement par les autres secteurs
Administrations privées	Partis politiques et syndicats	Produire des services sans but lucratif	Contributions volontaires
Reste du monde	Sous cette appellation sont retracées les opérations entre unités résidentes et unités non résidentes		

1.2. Le regroupement des flux économiques: les opérations

L'activité économique des agents se traduit par des opérations groupées selon leur nature économique en trois catégories:

- les opérations sur biens et services ont trait à la création des biens et services sur le marché national (production et importation) ainsi qu'à leurs différentes utilisations (consommation, formation de capital, etc.). La production se définit comme

« l'activité socialement organisée des unités résidentes, consistant à créer des biens et des services habituellement échangés sur le marché et/ou obtenus à partir de facteurs (travail, capital fixe, matières premières, terrains, techniques de fabrication) s'échangeant sur le marché ». Le résultat de la production nationale permet d'appréhender le concept de valeur ajoutée, qui fournit la contribution précise d'une unité à la création de richesse. La valeur ajoutée se mesure à partir de la différence entre la valeur de la production et le montant des biens et services intermédiaires utilisés dans le processus de fabrication. La consommation se présente sous deux formes. Premièrement, la consommation intermédiaire correspond à l'acquisition de biens et services marchands concourant à la production d'autres biens et services. Deuxièmement, la consommation finale satisfait directement aux besoins individuels (des ménages) et collectifs (des administrations). Les opérations en capital (cf. fiche 2) s'effectuent sous deux formes. D'un côté, la formation brute de capital fixe FBCF se réalise par l'acquisition de biens durables (bâtiment, matériels et équipements, etc.) pour une durée supérieure à un an. De l'autre, la formation de stock définit la production de biens conservés ou déstockés. Enfin, les opérations avec l'extérieur comprennent les importations et les exportations de biens et services échangés avec le reste du monde ;

- les opérations de répartition comprennent deux groupes. D'une part, la répartition du revenu retrace le partage de la valeur ajoutée entre les différents agents économiques (revenu de la propriété et de l'entreprise, les opérations d'assurance-dommages, les transferts courants sans contreparties non dénommés ailleurs, NDA). D'autre part, les transferts en capital contribuent à modifier le patrimoine des agents économiques (à travers les aides à l'investissement, les impôts en capital, les autres opérations en capital) ;
- les opérations financières décrivent les opérations relatives à la création et à la circulation des moyens de paiements ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de financement nécessaire à l'activité économique (cf. fiche 4). Les opérations financières sont fondées sur la distinction entre les instruments de paiements (comprenant la monnaie et les moyens de paiement internationaux), les instruments de placement (regroupant les dépôts à terme, bons négociables, actions et obligations) ainsi que les instruments de financement (distinguant les crédits à court terme pour les besoins de trésorerie des entreprises

ou des ménages et les crédits à moyen/long termes pour les investissements en bien d'équipement ou logement). Toutes ces opérations décrivent la manière dont les agents à besoin de financement financent leur besoin et ceux à capacité de financement utilisent leur capacité.

2. Les outils de mesure de la performance de l'économie

2.1. Les tableaux synthétiques

La mise en relation des opérations et des secteurs institutionnels permet de construire le circuit économique de chaque pays. La performance de l'économie peut alors être aussi mesurée à partir de différents tableaux synthétiques :

- Le tableau économique d'ensemble, TEE, présente une vision globale et simultanée des comptes de flux des secteurs institutionnels et des comptes d'opération. Il constitue le tableau synthétique des principales opérations financières et non financières de l'économie nationale pour une année. Il est structuré par un enchaînement de comptes : production, exploitation, revenu, utilisation du revenu, capital. Le TEE permet de calculer les ratios globaux et agrégats macroéconomiques (excédent brut d'exploitation, épargne brute, etc.) ainsi que de mesurer la contribution de chaque secteur institutionnel à ces résultats.
- Le tableau entrées-sorties, TES, permet de retrouver pour chaque branche l'équilibre des ressources et des emplois. Il indique aussi la contribution de chaque produit à la création de valeurs ajoutées, ce qui permet de déduire le produit intérieur brut (PIB). Le TES peut être utilisé à trois fins : évaluer la somme des valeurs ajoutées (débouchant sur une analyse interindustrielle à l'aide de coefficients techniques), offrir une représentation schématique des relations structurelles (mettant en évidence l'interdépendance des branches), simuler des prévisions économiques.
- Le tableau des opérations financières, TOF, détaille les comptes entre les opérations financières et les secteurs institutionnels.

2.2. Les agrégats et ratio de la comptabilité nationale

Le TEE permet de dégager les agrégats, suivants :

- Le PIB, produit intérieur brut, est le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il mesure l'ensemble des richesses créées par une entité nationale au cours d'une année. C'est aussi la somme des valeurs ajoutées brutes aux prix du marché des différents secteurs, augmenté de la TVA et des droits de douane.
- Le PNB, produit national brut, retrace ce qui est produit par les unités nationales sur le sol national et à l'étranger. Le PNB correspond au PIB, auquel sont adjoints les produits nets provenant de l'étranger (en ajoutant les revenus des facteurs reçus du reste du monde et en retirant ceux versés à l'étranger). Le PNB reflète donc la valeur ajoutée produite par les résidents d'un pays que ce soit sur le territoire ou à l'étranger.
- Le RDB, revenu disponible brut, représente le revenu dont dispose la nation pour effectuer des opérations de consommation finale et d'épargne. C'est la somme du revenu primaire des différents agents économiques.
- L'EBE, excédent brut d'exploitation, mesure la somme des revenus de la propriété et de l'entreprise ainsi la consommation de capital fixe. Il correspond à la somme des excédents bruts d'exploitation des différentes branches ou des différents secteurs de l'économie.
- L'EPB, épargne brute, mesure la partie du RDB qui n'est pas affectée à des opérations de consommation finale.

Quelques ratios peuvent être calculés: la propension moyenne à consommer, le taux d'épargne EPB/RDB, le taux d'autofinancement (EPB/FBCF)*100, etc.

Le calcul du PIB

Le PIB peut être mesuré selon trois méthodes :

- À partir des valeurs ajoutées des secteurs institutionnels résidents

$$PIB = \text{Somme des VA des secteurs institutionnels}$$

- À partir des emplois finals

$$PIB = \text{Consommation finale} + \text{FBCF} + \text{Variation de stocks} \\ + \text{Exportations} - \text{Importations}$$

- À partir des revenus

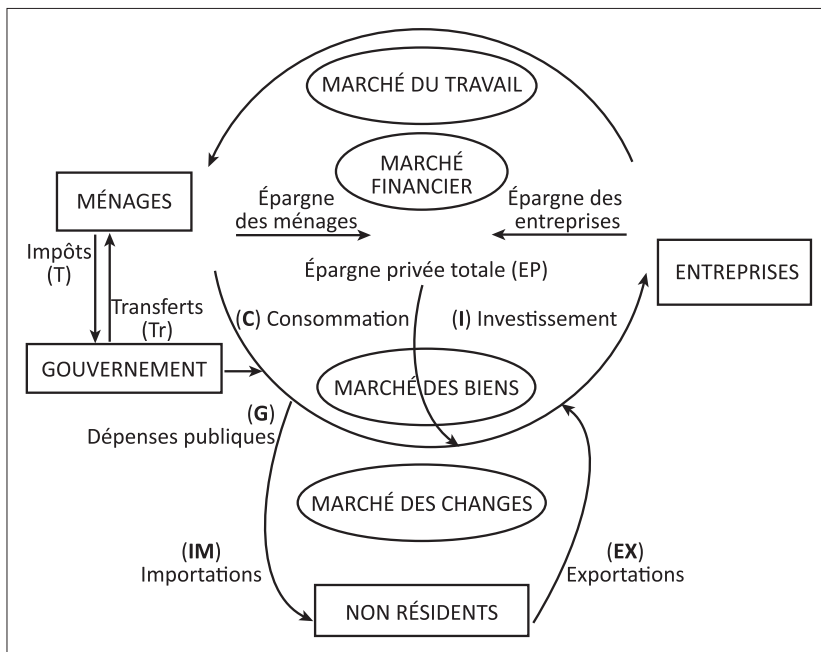
PIB = Rémunération des salariés versées par des unités résidentes + EBE + Impôts liés à la production et l'importation nets des subventions d'exploitation

Toutefois, la comptabilité nationale ignore le travail domestique et l'économie parallèle. Elle ne prend en compte ni les nuisances collectives (pollution, bruit, etc.) ni la qualité des produits.

3. Le circuit économique et l'équilibre ressource-emploi

La comptabilité nationale caractérise aussi le circuit économique à partir d'un schéma des flux circulaires permettant d'identifier deux sphères importantes de l'activité économique nationale.

Le circuit d'ensemble d'une économie nationale avec des flux économiques extérieurs



D'une part la sphère interne montre que, fondamentalement, les ménages obtiennent des biens et services en échange de leurs services productifs et ce, indépendamment de l'unité monétaire utilisée pour concrétiser cet échange. Il s'agit ici de la sphère réelle

de l'économie. D'autre part la sphère externe est la contrepartie monétaire des échanges. Les ménages perçoivent un revenu monétaire en échange de leurs services productifs. En dépensant ce revenu monétaire contre des biens et services, les ménages fournissent aux entreprises les recettes servant au paiement de leurs revenus. Il s'agit de la sphère nominale, où une dépense monétaire s'échange contre un revenu monétaire. Ce schéma des flux circulaires permet ainsi d'illustrer l'interdépendance des différents agents économiques et des principaux marchés, sur lesquels les ménages et les entreprises effectuent des échanges et où chaque transaction implique une correspondance entre un flux réel et un flux monétaire.

Les opérations sur les biens et les services sont liées par une relation d'équilibre entre ressources et emplois. D'un côté, le total des ressources constitue l'offre globale : la production et les importations augmentées des marges de commerce et de transport ainsi que des impôts nets de subventions sur les produits. D'un autre côté, le total des emplois détermine la demande globale : les consommations intermédiaires, les dépenses de consommation finale, l'investissement, les variations de stocks, les acquisitions moins cessions d'objets de valeur et les exportations.

L'équation ressources-emplois permet de déterminer l'équilibre macroéconomique :

$$\text{PIB} + \text{M} = \text{C} + \text{G} + \text{I} + \text{X} + \Delta\text{Stocks}$$

L'équilibre ressources-emplois en France sur la période 2007-2011

	2007	2008	2009 (r)	2010 (r)	2011 (p)
Ressources					
PIB	1 886,8	1 933,2	1 885,8	1 937,3	1 996,6
Valeur ajoutée au prix de base	1 689,8	1 735,1	1 701,2	1 741,5	1 789,0
Impôts sur les produits	209,5	210,6	200,9	210,9	222,6
Subventions sur les produits	- 12,5	-12,5	-16,3	-15,1	-15,0
Importations	535,9	561,7	475,1	537,4	594,3
Emplois					
Consommation finale	1 501,6	1 549,6	1 562,9	1 606,2	1 640,6
Dépense de cons. des ménages	1 030,5	1 063,7	1 057,7	1 084,6	1 110,1
Dépense de cons. des administrations publiques	435,7	449,9	467,2	481,8	489,3
Dépense de cons. des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	35,5	36,0	37,9	39,8	41,2

	2007	2008	2009 (r)	2010 (r)	2011 (p)
Formation brute de capital fixe (FBCF)	394,6	411,9	367,5	376,7	401,2
Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeur	1,1	0,9	0,5	0,7	0,8
Variations de stocks	18,7	11,5	-10,7	-4,2	10,1
Exportations	506,7	521,0	440,7	495,3	538,2
Total des ressources et des emplois	2 422,7	2 494,9	2 360,9	2 474,7	2 590,9

Source : INSEE exprimé en milliard d'euros

Orientations bibliographiques

- Chauvin V. (2000): « Les comptes nationaux s'accordent entre eux. Modification de la comptabilité nationale en France », *Revue de l'OFCE*, n° 72, p. 157-183.
- Court des comptes (2012) : « Rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques », La Documentation française.
- INSEE (2012): *L'Économie française*, INSEE Références.
- Piriou J.-P. (2006): *La Comptabilité nationale*, La Découverte, coll. « Repères ».